



**Liberté • Égalité • Fraternité**  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU NORD**

Préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - CB

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la S.A.R.L.  
T.V.D. de régulariser la situation administrative de son  
établissement situé à FRESNES SUR ESCAUT au  
regard de la rubrique n° 2710-1**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-7, L. 514-5 ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 8 août 2008 à la société TVD pour l'exploitation d'une déchèterie implantée sur le territoire de la commune de FRESNES-SUR-ESCAUT - 274, rue Jean Jaurès ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment la rubrique n° 2710-1 ;

Vu le rapport HV/V2.2015.225 du 2 Juin 2015 de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 Juin 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement faisant suite à une visite d'inspection sur le site de la société en date du 28 mai 2015 ;

Vu le rapport précité duquel il ressort que suite à cette visite d'inspection, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté que le registre des déchets sortants du site de la société TVD fait état de déchets d'amiante liée à des matériaux inertes dans des quantités supérieures à 7 tonnes (expédition du 26/03/15 : 9,56 t - expédition du 16/04/15 : 13,78 t - expédition du 20/05/15 : 7,78 t - expédition du 27/05/15 : 8,66 t) ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 17 juin 2015 transmettant les actions mises en œuvre pour se conformer à la législation ;

Considérant que les déchets d'amiante liée à des matériaux inertes sont des déchets dangereux selon l'article R541-8 du code de l'environnement ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique n ° 2710-1 :

2710 - Collecte de déchets apportés par le producteur initial	
1. Collecte de déchets dangereux :	
La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 7 t	(A - 1)
b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	(DC)

Considérant que l'installation, lors de l'examen des éléments présentés lors de l'inspection du 28 Mai 2015, qui relève du régime de la déclaration est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L 512-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient, en application de l'article L. 171-7 du Code de l'Environnement, de mettre en demeure la société TVD de régulariser sa situation administrative ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

La société TVD, dont le siège social est implanté 274 rue Jean Jaurès à FRESNES-SUR-ESCAUT (59970), est mise en demeure de régulariser sa situation administrative, soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture conforme aux dispositions des articles R. 512-2 et suivants du code de l'environnement ;
- en réduisant la quantité de déchets dangereux sur le site afin que la quantité maximale susceptible d'être présente soit inférieure à 7 tonnes.

**Dans le délai d'un mois**, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure. Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé **dans un délai de deux mois**.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris, conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

### Article 3 – Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

### Article 4 – Notifications

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de FRESNES-SUR-ESCAUT,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de FRESNES-SUR-ESCAUT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le

22 JUIL 2015

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume THIRARD



